



Un plan de nettoyage ethnique de la bande de Gaza circule dans l'administration américaine

Description

10 ans de contrôle américain de la bande de Gaza et le déplacement forcé de plus de 2 millions de Gazaouis. Des avantages financiers pour pousser les habitants encore vivants à quitter leurs terres. Le Washington Post a révélé hier avoir pu consulter un plan qui circulerait à la Maison Blanche. Ce plan mise sur la transformation d'un territoire ravagé par deux ans de guerre génocidaire en une station balnéaire idyllique.

Par Agence Média Palestine, le 1er septembre 2025.

art

Un plan de nettoyage ethnique de la bande de Gaza circule dans l'administration américaine

C'est le GREAT Trust, le plan financier confié aux Etats-Unis et qui circulerait dans les couloirs de la Maison Blanche, pour plancher sur le futur de la bande de Gaza. Comprendre ici le futur des terres de la population gazaouie génocidée. Déjà annoncée en février et alors largement moquée, à moitié prise au sérieux par les médias et nombre de politiques, l'idée de Trump de créer une gigantesque station balnéaire sur les ruines de Gaza semble pourtant plus réelle que jamais.

Le *Washington Post* a révélé dimanche 31 août ce plan de 38 pages qui pose les bases de ce projet d'ampleur qui suppose le nettoyage ethnique total de l'enclave palestinienne. Ce dernier corrobore les déclarations de Trump qui avait déjà annoncé à plusieurs reprises vouloir prendre le contrôle de la bande de Gaza.

5000 dollars par Palestinien pour abandonner ses terres

D'après le *Washington Post*, le plan prévoit la prise de contrôle par les Etats-Unis de la bande de Gaza pour l'administrer pendant au moins dix ans, afin de la transformer en « station balnéaire étincelante et en pôle de fabrication de technologies de pointe ».

Concernant la population gazaouie, deux solutions sont évoquées par le plan. La première consiste à encourager le déplacement des Gazaouis vers d'autres pays dans le cadre d'un programme dit de « *départs volontaires* ». Il s'agit clairement ici de déplacement forcé, mais avec 5000 euros versés à chaque Palestinien pour maquiller cette opération de nettoyage ethnique en départ vers un avenir meilleur.

En complément de ces 5000 euros versés, ils recevraient un an de nourriture et leur loyer serait pris en charge par des subventions perçues pendant quatre ans. Sponsoriser un génocide à l'américaine. Rentabiliser la mort de dizaines de milliers de personnes et un projet colonial génocidaire en pariant sur la reconstruction de Gaza transformée en attraction touristique.

Partir ou rester enfermé dans des zones délimitées par l'administration américaine

La deuxième solution pour les Gazaouis qui oseraient refuser cette « invitation » à quitter leurs terres, ce serait de finir parquer dans des « zones restreintes et sécurisées à l'intérieur de l'enclave » pendant la reconstruction.

Ce coût a même été évalué par les rédacteurs du plan de financement : chaque « *départ volontaire* » de la bande de Gaza permettrait d'économiser 23000 dollars par rapport au coût « *du logement temporaire et des services dits de « soutien vital* » dans les zones sécurisées pour ceux qui resteraient. Les vies palestiniennes sont évaluées et comparées sur la balance des intérêts économiques américains, en plein génocide.

Dans la même veine, le plan prévoit la remise d'un jeton numérique à chaque habitant de Gaza en échange de leurs terres. Ce jeton pourra être converti plus tard soit en argent pour financer une vie déracinée en-dehors de l'enclave palestinienne, ou pour réclamer le droit à un appartement dans l'une des nouvelles villes qui seront créées par les promoteurs de ce gigantesque plan. Des villes « *intelligentes, alimentées par l'intelligence artificielle* ».

Derrière ce plan, les instigateurs de la Fondation humanitaire pour Gaza

Mais qui se cache derrière ces 38 pages d'analyse, de prospection et de modélisation de la rentabilisation outrance d'une terre appartenant à un peuple qui vit actuellement un génocide, et qui essaie d'échapper à la famine et aux bombardements israéliens ?

On retrouve à l'initiative de ce plan les mêmes personnes que celles ayant travaillé à la création de la Fondation humanitaire pour Gaza (GHF), l'organe soutenu par les Etats-Unis et Israël qui gère la distribution de l'aide humanitaire à Gaza. Rappelons que près de 2000 personnes sont mortes à Gaza en cherchant de la nourriture, et plus de la moitié à proximité d'un de ces sites de distribution, devenus de véritables charniers. L'Agence Média Palestine avait d'ailleurs publié de nombreuses reprises des articles pour documenter [ces pièges mortels d'agissements en centres humanitaires](#).

Ce sont les mêmes structures qui sont à nouveau derrière ce plan. Parmi elles, le *Boston Consulting group*, un des plus gros cabinets de conseil des Etats-Unis : *« Au printemps, une équipe basée à Washington du Boston Consulting Group, qui travaillait déjà avec le principal sous-traitant américain chargé du programme de distribution alimentaire du GHF, s'est attelée à la planification et à la modélisation financière du GREAT Trust. »*

Tous ces travaux réalisés, ces données modélisées par des sociétés de conseils mandatées pour prospecter sur le futur d'un pays sous le coup d'un génocide, ont pour point de départ les déclarations répétées de Trump en février sur l'appropriation possible de la bande de Gaza par les Etats-Unis. Elles ont servi de boussole aux projets élaborés par deux hommes d'affaires : l'entrepreneur israélien-américain Michael Eisenberg et Liran Tancman, ancien officier du renseignement militaire israélien. Ces derniers ont refusé de commenter le plan qui a fuit.

Des citoyens palestiniens ont réagi à ce nouveau plan, et refusent de quitter leur pays quelle qu'en soit la raison, par attachement à leur terre. C'est le cas d'Abu Mohamed, un père de famille âgé de 55 ans et contacté par le *Washington Post* : *« Je vis actuellement dans une maison partiellement détruite à Khan Younis. Mais nous pourrions la reconstruire. Je refuse d'être forcé d'aller dans un autre pays, musulman ou pas. C'est ma patrie. »*

date création

2025/09/01